



Ouagadougou, Burkina Faso, 5-7 Novembre 2013

## RAPPORT GENERAL

# Foire aux Savoirs : Consolider la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest



## **I. INTRODUCTION**

Dans un esprit de partage, d'échanges et de renforcement de la résilience des populations du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, le CILSS et la FAO, avec la collaboration effective de l'IGAD sous l'égide politique de la CEDEAO et de l'UEMOA et l'appui des partenaires techniques et financiers traditionnels du CILSS, ont organisé du 5 au 7 novembre 2013 à Ouagadougou au Burkina Faso, une Foire aux savoirs sous le thème : « Consolider la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest ».

Cette foire avait pour objectif principal de renforcer les connaissances des institutions quant aux mesures et pratiques pour l'amélioration de la résilience des populations Sahéliennes et Ouest Africaines. Elle devait permettre le partage des connaissances tant au niveau des programmes que des politiques et stratégies les plus appropriées pour les deux (2) sous-régions. Plus spécifiquement, il s'est agi d'offrir un espace d'échange d'expériences et de dialogue entre acteurs du secteur qui facilitera : (i) le processus d'apprentissage mutuel ; (ii) le renforcement des réseaux et partenariats ; (iii) la mise à l'échelle des bonnes pratiques au niveau national et sous régional.

Ont pris part à ce grand évènement, les participants venus de 14 pays du CILSS, de la CEDEAO et de l'IGAD, ainsi que des représentants des organisations intergouvernementales (CEDEAO, UEMOA), des partenaires techniques et financiers (Coopérations bi et multilatérale et Systèmes des Nations Unies) et des organisations de la société civile et du secteur privé.

Au total ce sont 248 personnes dont 15,72% de femmes qui ont été enregistrées au cours de cette première foire aux savoirs sur la résilience dans l'espace CILSS/CEDEAO.

Cette foire a été également un cadre de développement partenarial entre institutions. Elle a permis de regrouper différents acteurs venant d'institutions différentes dans les pays (public, privé, ONG, Associations etc.), qui ont noué des relations et partagé leurs expériences.

Elle a aussi permis aux OIG, comme la CEDEAO, l'UEMOA, la FAO et le CILSS de se retrouver autour des problématiques de l'insécurité alimentaire dans la sous-région. La foire a en outre enregistré une forte présence des représentants de l'IGAD et a permis le renforcement des relations entre le CILSS et cette institution de l'Afrique de l'Est, qui partagent les mêmes préoccupations.

## **II. CEREMONIE D'OUVERTURE**

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre du Burkina Faso Monsieur Luc Adolphe TIAO qui avait à ses côtés Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire ainsi que le Secrétaire Exécutif du CILSS et le représentant régional pour l'Afrique de l'Ouest de la FAO et le représentant du Secrétaire Exécutif de l'IGAD.

Trois allocutions ont marqué cette cérémonie : le discours de bienvenue de Monsieur le Secrétaire Exécutif du CILSS, l'allocution du représentant régional pour l'Afrique de l'Ouest de la FAO et le discours d'ouverture prononcé par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre du Burkina Faso.

Toutes les interventions ont mis en exergue les conséquences dramatiques qu'engendre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest et la volonté affichée par tous les acteurs à trouver des solutions durables à ce problème. Les intervenants ont par ailleurs, fondé leur espoir sur les résultats de la foire aux savoirs pour aider les populations à lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'espace Sahel et Afrique de l'Ouest.



Vue du Présidium et animation artistique lors de la cérémonie d'ouverture

### III. DEROULEMENT DE LA FOIRE AUX SAVOIRS

La foire s'est déroulée suivant une méthode participative et inclusive combinant des sessions plénières, des panels de discussion, une place du marché/stands, posters, vidéos, dépliants, des sessions d'informations, un marché aux idées et des échanges informels. Ces différentes formes d'échanges avaient essentiellement pour but de s'assurer une pleine participation des différents acteurs invités, chacun selon ses préoccupations et capacités d'échanges, de partage et de discussions.

Tous ces échanges ont été développés autour des cinq thématiques de la foire, à savoir :

- la gestion durable des ressources naturelles et changements climatiques ;
- l'élevage avec un focus sur le pastoralisme ;
- la prévention et atténuation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- la gouvernance des risques, des menaces et des crises ; et
- la protection sociale.

Dans chaque thématique, des bonnes pratiques ont été identifiées, présentées et discutées lors des ateliers et panels.

Au total 16 ateliers, 05 panels et une exposition de 17 organismes ont ponctué ces 03 jours d'échanges d'expériences et de capitalisation entre acteurs de la sécurité alimentaire.

La liste des bonnes pratiques par thématiques est donnée en annexes.



**Facilitation des différents panels de discussion**

## **IV. PRINCIPAUX RESULTATS ET CONCLUSIONS DE LA FOIRE**

### **4.1. Résultats liés aux thématiques :**

#### **Thématique n°1 : Gestion durable des ressources naturelles et changements climatiques**

Les communications qui ont été présentées ont porté sur les thèmes suivants :

- la production et la diffusion de l'information sur les changements climatiques et la gestion durable des terres pour l'aide à la décision ;
- la régénération naturelle assistée ;
- la récupération des terres dégradées dans le sahel.

Ces communications ont permis de partager les bonnes pratiques résilientes au climat, leur valeur économique ou financière ainsi que leurs contraintes et les processus de leur diffusion au profit des divers acteurs.

Ces bonnes pratiques sont entre autres, les haies vives, l'usage de la charrue delfino, les cultures fourragères aquatiques et de décrue, les haies vives pour l'intensification des productions sahéniennes, l'exploitation des ressources forestières la valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux, la production de jardins nutritifs de moringa et de baobab.

Enfin des mécanismes de diffusion de l'information et des connaissances sur le climat ont été présentés. Il s'agit entre autres, de la production des bulletins, des newsletters et des portails web.

Il est ressorti des discussions que les bonnes pratiques sont en général sobres en carbone et permettent aussi d'améliorer la résilience des populations à l'insécurité alimentaire. Toutefois, certaines techniques dont les coûts de mise en œuvre sont très élevés, par exemple l'usage de la charrue delfino, nécessitent des appuis divers dont ceux des partenaires techniques et financiers. La sécurisation foncière et l'appropriation des techniques par les communautés dont les capacités devraient être renforcées, constituent un aspect délicat à prendre en compte dans la durabilité des investissements. Les Etats et les PTF sont invités à accroître les investissements en appui aux communautés locales dans la mise à l'échelle des bonnes pratiques. Des outils d'aide à la décision devraient davantage être produits.

#### **Thématique n°2 : Elevage avec un focus sur le pastoralisme**

L'élevage pastoral joue un rôle majeur dans les économies des pays d'Afrique de l'Ouest en général et en particulier dans les pays du Sahel où il participe largement à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté. Au vu de son importance, la thématique sur l'élevage a été déclinée en 04 sous-thèmes pour circonscrire des échanges féconds sur un des sous-secteurs clés où de nombreux enjeux peuvent être relevés lorsqu'il s'agit de *"CONSOLIDER LA RESILIENCE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL/AFRIQUE DE L'OUEST"*.

L'élevage avec un focus sur le pastoralisme a été abordé lors de trois ateliers sur :

- La gestion des pâturages et la production fourragère ;
- Les systèmes d'information sur le pastoralisme ;
- Le déstockage stratégique et le déstockage d'urgence.

Un panel de discussions a également permis des échanges approfondis sur les politiques pour l'élevage pastoral.

Ainsi, la problématique de l'approvisionnement en ressources fourragères a été discutée lors de la première journée d'échanges et mise en relation avec d'autres enjeux clés comme la multifonctionnalité de l'élevage, mais également l'importance stratégique de i) la santé animale ; ii) le contrôle des maladies transfrontalières ; iii) la gestion des parcours pastoraux et la transhumance et iv) les cadres législatifs et réglementaires régissant la mobilité pastorale au niveau national et sous-régional.

En ce qui concerne le 2<sup>nd</sup> sous-thème, dans un contexte de vulnérabilité chronique, des systèmes d'informations (SIs) opérationnels permettent d'anticiper les effets dévastateurs que des chocs climatiques et socio-économiques peuvent avoir sur des populations 'vulnérables' et ainsi participent à la consolidation de la résilience. Aussi, les SIs fournissent un outil d'aide à la décision précieux en permettant aux décideurs d'agir sur une base empirique. L'Afrique de l'Ouest n'est pas exempte d'expérience de gestion de l'information touchant directement à l'élevage et au pastoralisme.

Après une vue d'ensemble des systèmes d'information et de l'évolution des politiques dans une perspective historique, la dernière portion de la foire aux savoirs dédiée à l'élevage et au pastoralisme a donné place à des exemples de bonnes pratiques dans le domaine du déstockage stratégique/d'urgence et de l'alimentation du bétail en période de crise. Dans la réalité, le déstockage d'urgence est mené pour pallier l'impact des crises fourragères sur les éleveurs.

En traitant des politiques publiques pour l'élevage au Sahel à mi-parcours de la foire aux savoirs, les organisateurs, à travers des contributions nationales (Niger), sous régionales (CILSS & IGAD) et inter-gouvernementale (FAO), ont proposé un état des lieux des tendances actuelles sur fond d'impératifs sociaux, environnementaux et économiques.

Ces présentations ont suscité des échanges forts enrichissants relativement aux points suivants :

- L'adaptation du pastoralisme à l'environnement physique sujet au changement climatique ;
- La nécessité d'élaborer des politiques pastorales prenant en compte les facteurs d'intégration sous régionale telles que les ressources partagées ;
- La problématique de la disparité de la réglementation de l'élevage dans la sous-région ;
- La gestion rationnelle/réhabilitation des pâturages dans les zones arides doublée d'une responsabilisation accrue des communautés ;
- la vulnérabilité en milieu pastoral ;
- La prise en charge des questions sanitaires, la gestion des parcours ainsi que la création de cadres légaux régissant la mobilité des éleveurs pasteurs dans la région sahélienne et ouest africaine.

### **Thématique n° 3 : Réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (cf. résumé des communications en annexes)**

Cette thématique a permis d'examiner les stratégies adoptées et les mécanismes de prévention et de gestion mis en place par les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, pour faire face à l'insécurité alimentaire et aux crises alimentaires aiguës, avec un focus sur les actions des organisations paysannes. Plusieurs communications ont permis de passer en revue certains instruments développés, notamment les champs écoles paysans (CEP), le warrantage ou crédit de stockage, les caisses de résilience, les jardins de survie. Ces communications ont été complétées par une présentation sur l'Alliance Globale pour les Initiatives de Résiliences au Sahel et en Afrique de l'Ouest (AGIR-SAO) dont la feuille de route régionale de mise en œuvre a été adoptée en avril 2013.

Ainsi, pour découvrir et partager les expériences sur les interventions en matière de réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, quatre (4) ateliers ont été animés en lien avec les sous-thèmes suivants :

- Les « Caisses de Résilience » qui s'articulent autour de trois axes principaux :
  - Social (FFS, nutrition, inclusion sociale, protection sociale, cash Transfer, ...) ;
  - Technique (Bonnes Pratiques (BP) : productivité, ACC, RRC, GRN, réserve) ;
  - Financier (crédits épargne communautaire ainsi que fonds de contingence alimenté par CFW productif).
- Les actions des organisations paysannes dans la réduction des risques et la réponse aux crises alimentaires et nutritionnelles ;
- et la documentation des bonnes pratiques résilientes telles que l'utilisation des semences améliorées, le système de warrantage, les champs écoles paysans et les caisses de résilience.

Les échanges ont essentiellement porté sur l'appropriation de ces pratiques par les communautés qui ont un besoin urgent de renforcement de leurs capacités. Les contraintes spécifiques relevées sont entre autres, la faible gouvernance des organisations de producteurs, l'insuffisance des ressources financières et matérielles, les difficultés d'accès à la terre et aux marchés, la faiblesse du réseautage et des infrastructures (stockage, transformation, commercialisation), etc. Aussi est-il souhaité la promotion d'une mutualisation des efforts et des cautions solidaires, le lobbying/plaidoyer et la professionnalisation des acteurs impliqués dans les chaînes de valeur ainsi que la prise en compte des aspects sociaux, techniques et financiers pour bâtir la résilience.

### **Thématique n° 4 : Gouvernance des risques, des menaces et des crises (cf. résumé des communications en annexes)**

L'Afrique est confrontée aux effets de la variabilité et du changement climatique, et est sous la menace constante de plusieurs types de risques : risques de conflits liés à l'accès aux ressources naturelles, risques technologiques, risques de catastrophe naturelle, risques de crises alimentaires et nutritionnelles d'origine multifactorielle. Ces crises et catastrophes affectent les biens et les personnes et accentuent la vulnérabilité des populations. Une bonne gouvernance des risques et catastrophes implique la prise de décisions et leur mise en œuvre rapide et efficace. Elle englobe non seulement l'élaboration et l'application de textes réglementaires pour minimiser les risques mais aussi des investissements publics conséquents pour y parvenir. Plusieurs communications ont été présentées sur le thème de la gouvernance du risque portant sur des sujets aussi divers que le cadre harmonisé, la mesure et l'évaluation de la résilience et de la vulnérabilité, le dispositif de veille

PREGEC (prévention et gestion des crises), l'élaboration et l'application des textes réglementaires tels ceux du Comité Sahélien des Pesticides depuis 1984, la capitalisation et le partage des bonnes pratiques, ainsi que l'assurance indicielle pour la gestion des crises et catastrophes comme ARC (african risk capacity).

Les discussions ont concerné la question des pratiques connues pour faire face aux quatre types de crises/chocs que sont les catastrophes naturelles d'origine climatique, les maladies, les guerres/conflits et les crises économiques.

Plusieurs préoccupations ont été soulevées telles, le financement du cadre harmonisé par les Etats, la problématique entre la durée des projets (4 à 5 ans maximum) et sur les impacts qui se manifestent à plus long terme (15 à 20 ans).

Des propositions ont été formulées pour l'incitation de tous les acteurs à utiliser le cadre harmonisé pour la prise de décision, la prise en compte de la vulnérabilité dans les zones urbaines, la prise en compte de la question des coûts et du processus de décentralisation dans les évaluations, et la promotion d'une dynamique d'appropriation des programmes de résilience.

#### **Thématique n° 5 : Protection sociale**

Des expériences diverses à différents niveaux avec des bénéficiaires allant du ménage, de la dimension locale à celle macro ont été présentées. Il s'agit entre autres :

- de l'utilisation du cash transfert pour le développement de l'agriculture et de la nutrition ciblée sur l'enfant afin d'atténuer les impacts négatifs des chocs sur l'état nutritionnel des enfants ;
- du transfert d'argent, des coupons et Vivre Contre travail, des programmes de coupons, des foires aux intrants agricoles et aux semences, du déstockage du bétail, du restockage du bétail ;
- de la compréhension commune des liens entre l'humanitaire et le développement et des processus actuels de la transition de l'humanitaire vers le développement et plus spécifiquement le lien entre la malnutrition et la sécurité alimentaire, et au-delà de la sécurité alimentaire, avec la résilience des populations ;
- de la meilleure compréhension des objectifs et des mécanismes d'action d'AGIR qui est une alliance globale des initiatives pour la résilience du CILSS, UEMOA, CEDEAO.

La protection sociale revêt un champ d'activité relativement nouveau lié aux outils aussi qui sont relativement nouveaux démontrant le changement de paradigme. Elle est en train de devenir un élément clé incontournable de la résilience.

Les principaux obstacles sont les mécanismes financiers de transfert et l'identification des bénéficiaires qui sont difficiles. Dans ce cadre, un dialogue politique devrait être fait pour l'intégration de cette thématique.

La protection sociale n'étant pas liée seulement à l'agriculture, elle a des effets multiplicateurs dans d'autres secteurs tels la santé, l'éducation, les statuts nutritionnels des populations vulnérables. Des effets bénéfiques sur le genre et la limitation de l'exode rural sont fortement observés. La conduite



de plaidoyers est nécessaire pour attirer plus d'investissement compte tenu du bien-fondé de la démarche et de son fort taux de retour sur investissement.

#### 4.2. Résultats liés au marché à idées

La troisième journée de la foire a été marquée par le marché aux idées. Cette initiative reste sans conteste un événement phare de la foire aux savoirs, où les différents participants ont pu se côtoyer de façon directe pour acheter ou vendre des « idées ». Les participants à la recherche de solutions (porteurs de problématiques) ont pu donc rencontrer directement les porteurs des innovations ou bonnes pratiques (porteurs de solutions) et ont échangé sur les bonnes pratiques.

Sur la base des cinq thématiques majeures de la foire et des pratiques liées à chacune, l'exercice a consisté à demander aux participants repartis en quatre (4) groupes « **quelle est l'innovation que vous avez découverte pour augmenter la résilience ?** ».

Ce marché leur a permis de revisiter et de capitaliser l'ensemble des solutions proposées au cours des ateliers et repartir le panier plein de pistes de solution à certaines problématiques auxquelles ils font face.

L'exercice a été très fortement apprécié par tous et les participants ont suggéré sa prise en compte dans les prochaines éditions de la foire aux savoirs.



Echanges entre les participants au marché à idées

#### 4.3. La foire aux savoirs un cadre partenarial

En marge de la foire, deux (2) faits ont également été enregistrés notamment : la signature d'un protocole de partenariat entre le CILSS et l'IGAD (Autorité Inter-Gouvernementale pour le Développement) et la cérémonie de lancement des activités des Programmes de Coopération Technique (TCP) avec la FAO sur « le renforcement des instruments du PREGEC » et « les aliments de la rue ».

- **Coopération entre le CILSS et l'IGAD :**

Le 06 Novembre 2013, le CILSS et l'IGAD ont concrétisé leur volonté de collaboration à travers la signature d'un protocole de coopération entre les deux institutions. Ce protocole traduit la volonté commune des deux institutions de développer la coopération Sud/Sud dans leurs efforts communs de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans leurs régions respectives.

Il s'agit pour les deux institutions de s'enrichir mutuellement en partageant leurs expériences, leurs «success stories» et aussi leurs difficultés pour en tirer les leçons nécessaires, car elles ont les mêmes préoccupations de développement, dans un environnement peu favorable, caractérisé par le changement climatique.



**Signature du protocole de coopération entre le CILSS et l'IGAD**

- **Coopération CILSS- FAO :**

Dans le cadre des événements marquants de la Foire, le CILSS et la FAO ont davantage renforcé leur coopération vieille de 40 ans. En effet, les deux institutions ont procédé au lancement officiel le 06 Novembre 2013, de deux programmes de coopération technique (TCP) à savoir :

- Le premier TCP porte sur l'appui au CILSS pour « le renforcement des Instruments de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires au Sahel » ;
- Le second TCP porte sur : « Assurer l'Approvisionnement en Aliments sûrs et de bonne qualité vendus sur la voie publique pour une meilleure santé publique ».

En effet, même si des progrès indéniables ont été enregistrés dans notre espace en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires, des efforts restent à faire notamment dans le renforcement des capacités des dispositifs nationaux à anticiper les crises, à proposer des réponses appropriées et à assurer le leadership dans la coordination aussi bien des informations que des interventions. C'est pourquoi, le CILSS a sollicité l'appui de la FAO pour renforcer les instruments de prévention et de gestion des crises alimentaires au Sahel et Afrique de l'Ouest à travers ce programme de coopération technique (TCP). Les problèmes de nutrition se posant avec acuité dans notre région, le TCP portant sur les aliments de la rue permettra de fournir l'information et les connaissances pour aider à lutter contre les maladies liées aux aliments de la rue.

Ces projets d'un montant de près de 800,000 \$ US permettront au CILSS de renforcer les capacités des pays membres en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires et de sécurité sanitaire des aliments vendus sur la voie publique.



**Discours de lancement officiel des programmes de coopération technique (TCP)  
entre le CILSS et la FAO**

## V. CONCLUSIONS/RECOMMANDATIONS

La foire aux savoirs s'est déroulée à la grande satisfaction de l'ensemble des parties prenantes tant du point de vue de l'intérêt qu'il a suscité au niveau de la participation (248 participants), que des débats qui ont suivi les thématiques développées par les éminents panélistes.

Les débats et échanges ont été très fructueux et riches et ont permis un réel apprentissage et enrichissement mutuel multi-acteurs pour le renforcement de la résilience dans l'espace Sahel et Ouest africain, mais aussi avec les autres espaces similaires, notamment l'Afrique de l'Est avec l'IGAD.

Des préoccupations fondamentales ont été soulevées et qui constituent des goulots d'étranglement à la mise en œuvre des bonnes pratiques identifiées et présentées tout au long de la foire. Il s'agit essentiellement de:

- La question foncière, qui constitue une entrave à l'application de nombreuses pratiques. En effet, les cadres régulant l'accès et l'utilisation des terres apparaissent comme le principal vecteur de contraintes ;
- La problématique pastorale dans l'espace CILSS/CEDEAO ;
- La vulgarisation des bonnes pratiques et le renforcement des capacités des acteurs à leur utilisation ;
- Le coût des technologies qui souvent, n'est pas à la portée des acteurs.

Au cours des débats et dans les sessions d'informations, il est ressorti clairement que la question démographique est une préoccupation essentielle. La région Sahel/ Afrique n'a pas encore achevé sa transition démographique. Les taux de natalité restent encore élevés, tandis que grâce à différents facteurs, le taux de mortalité a fortement baissé. En conséquence, notre région doit fournir davantage d'efforts pour nourrir une population toujours en croissance, d'où la nécessité d'intensification de l'agriculture.

Face à toutes ces préoccupations, les participants à la foire ont recommandé :

### **Aux Etats et aux Partenaires techniques et financiers :**

- *L'élaboration de politiques pastorales prenant en compte les facteurs d'intégration sous régionale ;*
- *L'accroissement des investissements en appui aux communautés locales par les partenaires et les Etats dans la mise à l'échelle des bonnes pratiques pour une meilleure gestion des ressources naturelles ;*
- *La conduite de plaidoyers pour attirer les investissements dans les stratégies de protection sociale ;*
- *L'incitation des acteurs à l'utilisation du cadre harmonisé pour la prise de décision en matière de gouvernance des risques ;*
- *La mutualisation des efforts et des cautions solidaires pour réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;*
- *La prise en charge des préoccupations qui entravent l'utilisation et l'appropriation des bonnes pratiques.*

### **A l'endroit du CILSS et de ses partenaires :**

Grâce au satisfecit et à l'intérêt tant manifesté par les participants pour la foire, ceux-ci ont également recommandé de :

- *Perpétuer l'organisation de tels foras d'échanges et de rencontres entre les acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'espace Sahel/Afrique de l'Ouest en rapport avec les autres régions de l'Afrique ;*
- *Prendre les dispositions pour institutionnaliser la tenue de la foire aux savoirs selon une fréquence convenable.*

**ANNEXES :**

- a. Annexe 1 : Note conceptuelle de la foire aux savoirs**
- b. Annexe 2 : Agenda de la foire**
- c. Annexe 3 : Liste des participants**
- d. Liste des bonnes pratiques par thématique**
- e. Annexe 4 : Résumé des points saillants sur le thème « Gestion durable des ressources naturelles et changements climatiques »**
- f. Annexe 5 : Résumé des points saillants sur le thème « Elevage avec un focus sur le pastoralisme »**
- g. Annexe 6 : Résumé des points saillants sur le thème « Réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle »**
- h. Annexe 7 : Résumé des points saillants sur le thème « Gouvernance des risques, menaces et des crises »**
- i. Annexe 8 : Résumé des points saillants sur le thème « Protection sociale »**